

Burundi : le FRODEBU satisfait de la réouverture du dossier de son assassinat

@rib News, 26/10/2018 Source Xinhua Le Front pour la démocratie au Burundi (Frodebu) dont était issu le président Melchior Ndadaye (photo), assassiné en 1993, s'est déclaré lundi satisfait de la réouverture du dossier sur sa mort.

Son dirigeant, Pierre Claver Nahimana, a souligné que cela faisait "beaucoup d'années" que sa formation demandait que "le procès soit rouvert, qu'il continue devant la justice et qu'il soit clarifié pour que les vrais auteurs, les commanditaires et tous les exécutants soient traduits devant la justice". M. Nahimana a aussi plaidé pour la poursuite des auteurs des autres assassinats qui ont suivi celui du président Ndadaye et ceux des autres assassinats qu'on observe "ces jours et qui sont assimilés à des assassinats politiques". "Nous demandons que tous ces cas soient analysés à la loupe et qu'ils soient mis devant la justice, que le procureur général de la République s'en saisisse pour que la population puisse connaître toute la vérité et pour qu'il n'y ait plus quelqu'un qui peut imaginer qu'il peut commettre des crimes impunément", a plaidé M. Nahimana. La même demande a été formulée par le président de l'Union pour le progrès national (Uprona), Abel Gashatsi, qui a lui aussi réagi à la première vague d'arrestations samedi dernier des assassins présumés de M. Ndadaye. Face aux accusations selon lesquelles son parti aurait été impliqué dans cet assassinat en 1993, M. Gashatsi a assuré que l'Uprona "n'a jamais organisé de réunion allant dans le sens d'assassiner le président Ndadaye. S'il y a un uproniste accusé d'avoir trempé dans son assassinat, il faut qu'il soit poursuivi personnellement sans impliquer le parti Uprona et dans le strict respect de la loi burundaise". Le président Melchior Ndadaye a été assassiné le 21 octobre 1993, trois mois après son élection, lors d'un coup d'Etat militaire qui a aussi coûté la vie de ses plus proches collaborateurs. Quatre anciens officiers aujourd'hui à la retraite ont été arrêtés samedi dernier dans le cadre de l'enquête sur ce dossier qui est toujours entre les mains de la Cour suprême. Le procureur général de la République, Sylvestre Nyandwi, a précisé que d'autres arrestations allaient suivre.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});